

L'ESPRIT DE GENÈVE : UN PASSÉ EN QUÊTE D'UN AVENIR

Paul H. Dembinski

*Professeur à l'Université de Fribourg, Directeur de l'Observatoire
de la Finance, Genève*

et

Mohammad Farrokh

Journaliste indépendant, Historien des idées, Genève

Esprit de Genève ? De prime abord l'expression sonne creux, à l'instar d'une formule un peu anachronique qu'auraient forgée les services de la promotion économique pour attirer encore plus sièges de multinationales dans le canton. Or, aujourd'hui – tout enfant le sait – les arguments d'ordre fiscal sont beaucoup plus convaincants qu'une référence à connotation morale, voire spirituelle. Pourtant, sans cet esprit qui porte son nom, Genève n'occuperait pas la place qui est la sienne sur la scène internationale et même les avantages fiscaux n'attireraient pas grand monde parce que le climat de « village global » – si caractéristique de la Genève d'aujourd'hui – en aurait été absent.

AUX SOURCES DE L'ESPRIT DE GENÈVE

Il faut remonter à l'entre-deux-guerres pour trouver une formulation cohérente de cet « esprit de Genève » qui ne subsiste plus actuellement qu'à l'état de vague réminiscence. « L'esprit de Genève » est le titre d'un livre publié en 1929, dont l'auteur, Robert de Traz, est d'abord connu comme écrivain. Aux côtés de Charles-Ferdinand Ramuz, de Gonzague de Reynold, de Charles-Albert et Alexandre Cingria, et d'autres encore, Robert de Traz fut l'un des écrivains du groupe dit de la « Voile latine », du nom de cette « revue de culture suisse », publiée à Genève de 1904 à 1910.

C'est dans les pages de la « Voile latine » qu'on commença à parler systématiquement de Suisse romande, et non plus de Suisse française, avant qu'Alexandre Cingria ne consacre l'expression de « Romandie » dans l'ouvrage éponyme, publié en 1942. Dans ce petit livre nostalgique et plein de poésie, Cingria rappelait que la région lémanique est traditionnellement tournée vers la vallée du Rhône et la Provence, mais aussi vers l'Italie. Pour sa part, Gonzague de Reynold l'avait dit en 1910 déjà : romain, romand. Et si la Suisse romande, tout comme la Roumanie, porte en son nom celui de Rome, et surtout si les auteurs de la « Voile latine » ont remis à l'honneur au tournant du XXe siècle cet adjectif jusqu'alors pratiquement inusité, c'est pour marquer l'attachement d'une région de dimensions modestes aux idéaux qui furent ceux du grand empire disparu au Ve siècle. Car le nom de Rome reste aujourd'hui encore puissamment évocateur d'une période longue de quatre ou cinq siècles où l'humanité s'est approchée d'un idéal de paix et de justice, et surtout d'universalité.

L'histoire de Rome, celle de sa chute mais aussi le souvenir du rôle qu'y jouèrent les Burgondes ancêtres des Romands et de Savoyards, était très présente à l'esprit des auteurs de la « Voile latine » et ils devaient en tirer une inspiration exceptionnellement féconde. En 1910, le clivage était déjà perceptible entre les deux tendances qui séparaient les auteurs de la « Voile latine » en clans opposés. La ligne de partage se marqua autour de la question, alors essentielle, de la place du protestantisme dans la culture romande. Il y avait ceux qui, notamment les frères Cingria mais aussi Ramuz, minimisaient le rôle du protestantisme ou alors voulaient se détacher de son influence. Il y avait d'autre part ceux qui, et Robert de Traz était du nombre, revendiquaient l'héritage de la Réforme.

Il ne s'agissait pas simplement d'un clivage entre protestants et catholiques : de Traz était proche de Gonzague de Reynold, le catholique, et tous deux devaient être, le 1er février 1914, au nombre des fondateurs de la Nouvelle Société Helvétique NSH. Durant la guerre, la NSH devait jouer un rôle essentiel dans la renaissance de « l'helvétisme » et la défense des valeurs suisses. C'est sous l'égide de la NHS que le grand écrivain alémanique, Carl Spitteler, devait prononcer en décembre 1914 son discours fameux : « Unser Schweizer Standpunkt – Notre point de vue suisse ».

Au lendemain de la Première Guerre, Robert de Traz devait s'engager dans un combat nouveau en faveur de la Société des Nations. La fondation de l'organisation internationale était prévue au dernier des Quatorze Points du président Wilson, dont la publication en janvier 1918 contribua puissamment à priver de toute légitimité la cause des Empires Centraux. Sans le savoir encore, les Centraux avaient déjà perdu la guerre au moment même où Wilson publiait ses Quatorze Points : les Alliés luttèrent, ou du moins le proclamaient-ils, pour des valeurs universelles alors que les Allemands et leurs frères d'armes combattaient pour des principes hérités du XIXe siècle.

On a peine à restituer aujourd'hui l'atmosphère de renouveau quasi messianique qui était celle de l'après-guerre de 1918. Et c'est dans cette ambiance que la Société des Nations devait, en novembre 1920, s'installer à Genève pour sa première assemblée. Le choix de Genève, William Rappard devait l'écrire en 1956, ne s'était pas imposé d'emblée et, si la ville de Calvin devait finalement l'emporter sur ses concurrentes, notamment Bruxelles, c'est en raison de l'héritage spirituel laissé par le réformateur. Car, insiste Rappard, c'est à Wilson et Wilson seul que l'on doit le choix de Genève comme siège de la SdN, et ce choix a été déterminé par l'attachement du président américain au protestantisme.

Pourtant, à Genève, la place du protestantisme était remise en cause en ce début du XXe siècle : la séparation de l'Eglise et de l'Etat avait été acceptée par le peuple genevois en 1907. En 1909, c'était donc pour réaffirmer la place de Genève comme capitale du protestantisme qu'avait été inauguré le Monument international de la Réformation. Mais si l'esprit de Genève plongeait ses racines dans l'esprit du protestantisme, il devait cependant très vite prendre une consistance qui lui était propre.

L'ESPRIT DE GENÈVE : EXPRESSION LOCALE D'UNE ASPIRATION UNIVERSELLE

C'est vers le milieu des années 1920 qu'on commença à parler d'esprit de Genève ou plus précisément de « Spirit of Geneva ». Car il semble bien que l'expression ait pris naissance dans le milieu anglophone déjà très présent à Genève dans les premières années de la SdN. Mais il appartient à Robert de Traz de lui donner consistance pour permettre aux Genevois de se l'approprier et de le revendiquer. Car, pour Robert de Traz, cet esprit de Genève qui se manifeste fortement chaque année en septembre à l'occasion de l'assemblée générale de la SdN, est enraciné dans le terreau local. Avec l'affirmation du rôle international de Genève, cependant, on assiste – c'est la thèse de de Traz – à une universalisation de cet esprit encore imprégné de ses origines, protestantes mais aussi latines et burgondes.

« Or », écrit de Traz, « voici que cet esprit de Genève, intermittent encore, local, manifesté par quelques personnes seulement, cet esprit qu'on résumerait par un désir d'affranchissement et d'œcuménisme, par une confiance en l'homme à condition qu'il se soumette à des règles, par une croyance au contrat, par une compassion envers toutes les misères, jointe à un besoin d'inventer, d'améliorer, d'administrer avec méthode, voici que cet esprit échappant tout à coup à ses représentants naturels, va s'amplifier en des proportions gigantesques, s'incorporer des significations nouvelles au risque de s'atténuer, et devenir, sans qu'ils connaissent toujours ses antécédents, l'idéal d'innombrables inconnus de toutes races dispersés à travers le monde. Il cesse d'être l'apanage exclusif des Genevois, il est invoqué par la plupart des nations de la terre. Le nom même de Genève, rayonnant au-dessus des significations particulières, subit l'étrange aventure de se transformer en symbole ». Voilà pour cette belle citation de Robert de Traz, un peu longue mais nécessaire pour faire apparaître le phénomène sous-jacent que l'écrivain et publiciste romand pressent mais sans encore le nommer. Il s'agit bien sûr de l'universalisation de la morale, et les implications de ce phénomène pour la vie internationale dans tous ses aspects, y compris et de manière croissante dans les domaines économique et commercial, sont si fondamentales qu'il importe de revenir encore sur son enracinement dans le christianisme et dans le protestantisme.

Du christianisme en général, l'esprit de Genève retient l'aspiration à l'universalité et la référence au moins implicite à la tradition romaine d'une justice codifiée et accessible à tous. Du protestantisme, l'esprit de Genève retient l'idée d'une certaine individualisation de la morale : à l'intérieur d'un cadre de référence donné, chacun a le droit et même le devoir d'exercer ses capacités de discernement, mais aussi de jugement. On retrouve cet élément moralisateur à l'œuvre dans la société internationale actuelle où les ONG jouent un peu le rôle qui était celui de ces églises libres issues du « Réveil » au XIX^e siècle. A Genève, ce courant qui traverse l'histoire du protestantisme s'était manifesté avec beaucoup de force à partir de 1817, initialement sous l'influence d'un prédicateur écossais. Des églises évangéliques, aujourd'hui bien établies à Genève, ont été créées à cette époque. Par la suite, les communautés issues du Réveil devaient évoluer dans des directions différentes. Si à Genève et dans la Suisse protestante le courant issu du Réveil devait

rester minoritaire, canalisé par l'existence des églises « nationales », attachées à une tradition multitudiniste – l'église s'adresse à tous – à dominante libérale, il n'en va pas de même aux Etats-Unis où les « évangéliques » sont majoritaires. De plus, le courant « fondamentaliste », qui se réfère à des « Fundamentals » énoncés au début du XXe siècle, est extraordinairement dynamique mais aussi assez légaliste, avec sa conception d'une morale contraignante et, contrairement à l'inspiration initiale du protestantisme, souvent peu respectueuse de la liberté individuelle.

Une autre composante de cet esprit de Genève célébré par Robert de Traz, toujours et plus que jamais à l'œuvre sur la scène internationale, est elle aussi tributaire d'une tendance très présente dans le protestantisme. Car beaucoup des nombreuses ONG actives autour des grandes organisations gouvernementales incarnent cet esprit protestant fondé sur l'inspiration directe qui puiserait aux sources d'une morale universelle. Bien entendu, rares sont les ONG à se référer explicitement à une tradition religieuse ou à une autre. Mais force est de constater que c'est à Genève que les ONG jouent le rôle le plus significatif. A New York, siège du Conseil de sécurité, il est surtout question de *realpolitik*. Mais à Genève, cet esprit que Robert de Traz tentait de définir souffle plus fort qu'ailleurs, libéré paradoxalement par le fait que la ville de Calvin ne joue plus désormais dans le cadre des Nations Unies que le rôle d'un brillant second. Ce n'est pas pour rien que depuis peu Genève revendique le statut de la capitale mondiale de la « *soft governance* ».

Pourtant cet esprit de Genève, qui a présidé au développement de la SdN avant d'être à l'œuvre au niveau de l'activité des ONG et de donner lieu à l'apparition progressive d'une véritable société civile mondiale, s'essouffle dès qu'il aborde les confins aride de l'économie et de la vie des affaires. C'est le défi majeur que se doit de relever la société internationale, et tout particulièrement Genève qui aspire au statut de depositaire et de garant de « l'esprit de Genève ».

UNE GLOBALISATION EN MAL DE GOUVERNANCE

Les discussions sur la nature de la globalisation battent leur plein sans que personne n'ait réussi à la définir de manière satisfaisante et définitive. A ce stade, deux éléments s'imposent: primo, la globalisation est un processus plutôt qu'un état de fait ; secundo, ce processus s'articule autour de l'extension, en densité et en complexité, de la toile d'interdépendances et d'interactions qui se tisse au niveau mondial.

Les interactions et interdépendances si caractéristiques de la globalisation contemporaine se développent de manière vertigineuse pour trois raisons complémentaires. D'abord, parce que la transmission d'informations s'est progressivement affranchie des contraintes des lois de la gravité ; ensuite parce que des économies d'échelle fantastiques ont amené le coût de transmission de l'information à des niveaux insignifiants. Finalement, parce que le pouvoir politique n'a pas opposé de résistance à ce que les flux d'information ignorent les frontières qui – vers le milieu du XXe siècle – étaient presque hermétiques.

Les entreprises multinationales ont été les premières à saisir les potentialités offertes par la globalisation. Aujourd'hui, un nombre limité de très grandes entreprises ont un accès quasi illimité aux ressources financières, maîtrisent la gestion d'actifs immatériels tels que brevets, secrets de fabrication, disposent de marques globales et, finalement, possèdent une avance technologique qui leur permet de maîtriser l'avenir à moyen terme. A cause de leur activité globale, ces entreprises ont perdu – comme l'indique le terme d'entreprise globale – leur référence nationale et deviennent des acteurs d'autant plus privilégiés de la globalisation que leur responsabilité se limite à leurs seuls actionnaires.

A l'autre bout du spectre la globalisation, dans sa dimension technique et politique, a permis l'émergence d'un nouveau type d'organisation internationale – l'organisation non-gouvernementale. Ces organisations n'ont pas de but lucratif et ont pour mission la défense d'une cause qui se veut noble. Elles s'appuient avant tout sur la bonne volonté de leur membres, sur un réseau de contacts très développé, sur une expertise souvent de très haut niveau. Elles interpellent aussi bien les entreprises multinationales que les gouvernements sur des sujets aussi variés que les droits de l'homme, la protection de l'environnement, les campagnes de marketing ou la réforme des institutions internationales. Les ONG sont les acteurs véritablement nouveaux de la globalisation.

La discussion actuelle sur la gouvernance globale s'appuie sur la conception d'un pouvoir qui devrait être modéré et contenu, d'un côté par la notion de responsabilité, de l'autre par celle de légitimité. La clé de voûte de la gouvernance mondiale tient à la redéfinition de la légitimité du pouvoir au niveau global. De manière préliminaire, on pourrait définir la légitimité comme source de compétence à participer à l'exercice du pouvoir – à un processus décisionnel dira-t-on plus volontiers aujourd'hui – dont les conséquences auront un impact sur des tiers. A l'heure de la globalisation, le fait nouveau tient donc à la multiplicité des sources de légitimité.

Six modes de légitimation concourent sur la scène internationale aujourd'hui. Premièrement la légitimité démocratique – celle qui découle d'un mécanisme de représentation plus ou moins structuré ; elle est encore la source de légitimité dominante aujourd'hui. Vient ensuite la légitimité épistémique – celle dont le rapport à la connaissance est la source ; elle se définit par rapport à la détention d'un savoir ; c'est la légitimité de l'expert, ou de l'autochtone qui comme nul autre ne connaît, par exemple, tel ou tel aspect de la faune ou de la flore de sa région. Le troisième type de légitimité est la légitimité médiatique. Les médias amplifient de manière considérable les faits et gestes de certains, notamment des ONG, faisant et défaisant la réputation des entreprises ou des hommes et femmes publics. Du seul fait qu'on parle d'eux, ces acteurs reçoivent ou perdent une légitimité d'une réalité incontestable mais aux contours encore flous. La légitimité liée à l'efficacité technique ou économique est le quatrième mode de légitimation. Elle prend sa source dans l'efficacité de l'action déployée – elle est essentiellement le fait des entreprises, notamment les plus grandes. La légitimité diachronique, résultant de l'ancienneté ou de l'histoire, parfois avec une dimension identitaire et spatiale forte, est une constante de la vie sociale et internationale. Finalement, le sixième type de

légitimité est de type prophétique. Cette légitimité-là relève de la révélation, c'est-à-dire de la compétence de dire et d'énoncer le bien commun. Ces six légitimités fondent, chacune à sa manière, la prétention de divers types d'acteurs à prendre part aux décisions globales ou touchant le domaine public mondial.

Le défi de la gouvernance tel qu'il se pose aujourd'hui revient à trouver la manière de conjuguer ces différentes légitimités dans une procédure susceptible de légitimer, à son tour, les décisions qui en seront issues. Le défi de la gouvernance globale se résume donc à inventer un système d'exercice du pouvoir au niveau mondial qui, en amont, combine de façon judicieuse les diverses sources de légitimité et les acteurs qui s'en prévalent et qui, en aval, soit prolongé par les responsabilités particulières liées à chacun des modes de légitimation.

L'esprit de Genève, tel qu'il avait été appréhendé dans l'entre-deux-guerres, s'inspirait de la légitimité démocratique – telle que relayée par l'idée de la Société des Nations – et de la légitimité prophétique ancré dans l'idée d'une loi morale universelle. Or, les temps modernes se caractérisent par le renforcement extraordinaire – préoccupant selon certains – des quatre autres sources de légitimité : celle de l'expert, celle des médias, celle découlant de l'histoire et celle de l'efficacité économique.

VERS UN RENOUVEAU DE L'ESPRIT DE GENÈVE : UNE VOCATION POUR GENÈVE

Au-delà des aspects techniques, structurels et institutionnels, c'est bien de la qualité des motivations qui animent les acteurs que dépend l'avenir de l'esprit de Genève sur la scène internationale. La globalisation est à dominante économique, comme en témoigne par ailleurs l'extension internationale des marques, des modes et des comportements de consommation. Adam Smith avait déjà montré que l'intérêt économique bien compris était le meilleur moteur de cette course à l'efficacité mesurée à l'aune du résultat économique. Au-delà des effets de style de la pensée économique dominante, il est essentiel d'aller aux sources de cette vision des choses, à l'utopie qui la fonde implicitement. Or cette utopie peut être qualifiée de « l'économisme intégral ». Elle comporte la vision d'une société où absolument toute interaction sociale est soumise au marché, mécanisme de fixation de prix par excellence.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'extension du domaine de l'économie aux dimensions de la vie sociale, qui traditionnellement lui échappaient, n'est pas en train de placer la motivation de l'enrichissement personnel au dessus de toutes les autres. En 1967 déjà, dans l'encyclique *Populorum Progressio*, le pape Paul VI avait rappelé que l'avarice était la forme la plus évidente du sous-développement moral. Plus près de nous, ce danger a été dénoncé par des auteurs contemporains aussi variés que Viviane Forrester, George Soros ou Charles Handy, René Passet ou Jeremy Riffkin. En 2002, Alan Greenspan avait fait trembler les marchés financiers en stigmatisant la cupidité infectieuse (*infectious greed*). Chacun de ces auteurs met en garde, à sa manière, contre le risque que constitue l'économisme intégral pour la recherche du bien commun, c'est-à-dire

pour la recherche simultanée du bien des personnes et du bien de la communauté. Or, c'est l'aspiration au bien commun universel porté par l'homme de bonne volonté qui est contenue en filigrane dans l'esprit de Genève.

Les autres légitimités sont empruntées pour faire face à l'extraordinaire poussée de la légitimité dérivée de l'efficacité économique, cela d'autant plus que celle-ci s'appuie parfois sur la légitimité épistémique de la « science » économique. Les diverses solutions esquissées ont en commun la volonté de subordonner la motivation et la légitimité économique à quelque chose qui les dépasserait et les contiendrait. L'éventail des solutions va de la réglementation forte – légitimité démocratique – à la prise de conscience des personnes et des institutions des risques sociaux et humains liés à l'évolution actuelle, inspirée par une vision prophétique.

Dans un document de la fin du XXe siècle, la commission française de « Justice et Paix » se fait l'écho de ces interrogations « La mondialisation n'est ni complètement bonne ni complètement mauvaise. Elle inscrit son chemin entre deux universalismes, celui totalitaire et dangereux de Babel, et celui libérateur de la Pentecôte.... La logique de la rentabilité et celle des replis identitaires tendent à infléchir la mondialisation vers Babel. La naissance d'une nation planétaire et le développement des autonomies personnelles vont vers l'universalisme de la Pentecôte.... Il appartient donc à tous ceux qui se reconnaissent dans l'universalisme de la Pentecôte de tout faire pour que la mondialisation s'oriente vers ce type d'universalisme et non celui de Babel. »

Cette citation pose les jalons du renouveau, d'une mise à jour de l'esprit de Genève. Celle-ci passe par la prise en compte du changement paradigmatique que constitue la montée en puissance de la légitimité liée à l'efficacité. Elle passe ainsi par l'élaboration de garde-fous éthiques et institutionnels capables de contenir cette légitimité sans la détruire.

Le recentrage des formidables capacités techniques sur la recherche du bien commun passe par le développement d'une éthique des acteurs mais aussi d'un cadre institutionnel qui permette à tout un chacun de mettre cette éthique en actes.

L'histoire de Genève, au cours du XXe siècle, est celle d'une prospérité croissante indiscutablement alimentée par la renommée internationale directement en rapport avec l'esprit de Genève. Ainsi, la prospérité genevoise est une retombée non anticipée – externalité diraient les économistes – d'un mouvement généreux d'idées, d'une quête de vérité et de l'aspiration au bien commun universel. Engoncée dans sa rente de situation, la Genève contemporaine peine à prendre la mesure de cette aubaine dont elle fait l'expérience quotidienne.

En 1929, dans son ouvrage, Robert de Traz oppose déjà le caractère visionnaire, courageux et gratuit de l'esprit de Genève à son opposé « l'esprit genevois » qu'il fustige. Ce dernier, égoïste, près de ses sous, pour ne pas dire radin, calculateur et peu enclin à élever le regard au-delà de son pré carré, contraste en tout point avec l'élan optimiste qui inspire l'esprit de Genève. C'est donc au moins depuis l'époque de Robert de Traz que ces deux esprits se disputent l'âme de Genève, celle de ces élites et de ses habitants. Il en va encore ainsi aujourd'hui.

Occupée à compter ses milliards sous gestion, ses sièges de multinationales en quête de fiscalité compréhensive, ses organisations internationales et leurs

retombées économiques – Genève est en train d’oublier – peut-être même de renier – ce qui est à la source de sa stature internationale : à savoir une tradition intellectuelle qui entend mettre les moyens techniques au service de l’autre et de la quête du bien commun. Cela implique la conviction que la loi morale universelle restera lettre morte aussi longtemps qu’elle ne sera pas relayée par une rigueur éthique dans la conduite des affaires aussi bien publiques que privées. Rassurée, mais en même temps assoupie, par les éclatants succès de la logique débridée de l’efficacité, Genève se refuse à (re)devenir un haut lieu de la pensée éthique, notamment dans le domaine de l’économie. Elle n’hésite pas à investir des millions dans l’excellence technique, mais rechigne à admettre qu’en dépit de tout cela la question du sens devient de plus en plus pressante. Or, pour donner un visage humain à la globalisation, la seule lettre des codes, accords et de conventions aussi nombreuses soient-elles, ne suffira pas, il faut qu’un esprit leur donne sens et valeur. Dans le contexte de cette quête de sens généralisée, l’esprit de Genève, avec son double souci démocratique et prophétique, a encore un mot à dire, une pierre à apporter à l’édifice de la gouvernance mondiale qui peine à émerger.

Pour cela, il faudra que cet esprit, asthmatique depuis l’époque de Robert de Traz, se remette à souffler, que les institutions publiques et privées au service de Genève admettent qu’elles ne sont pas uniquement les gardiennes de la prospérité prise en charge par « l’esprit genevois », mais aussi les dépositaires d’une tradition intellectuelle et éthique dont il faut d’autant plus de courage pour assumer l’héritage que, à l’aune de l’efficacité économique, elle ne présente à première vue qu’un intérêt anecdotique. Est-ce un signe des temps que l’association – d’ailleurs éphémère – qui a pris récemment le nom de l’esprit de Genève ait commencé par produire un guide du cimetière des Rois. Alors, « esprit de Genève » – un enterrement de première classe ? Le moment de vérité s’approche, l’esprit genevois est sur le point d’avoir le dernier mot. L’aura-t-il ? Il nous appartient de répondre à cette question.